

“Texte” La France est-elle l’homme malade de l’Europe

Cancre, mauvais élève, maillon faible, etc. Depuis quelques mois, l'économie française inquiète. A Bruxelles, la Commission européenne redoute que Paris échoue à ramener son déficit public sous la barre des 3 % du produit intérieur brut (PIB) en 2015, comme promis.

Ces dernières années, notre pays n'est en effet jamais parvenu à tenir ses engagements. A Berlin, on craint que les appels répétés de François Hollande pour plus de soutien à la demande européenne soient un prétexte pour abandonner les réformes structurelles déjà bien entamées en Espagne ou au Portugal.

De plus en plus souvent, la France est même qualifiée « *d'homme malade de l'Europe* ». Une expression à l'origine employée au XIX^e siècle par l'empereur russe Nicolas Ier pour désigner l'Empire ottoman, alors vacillant.

Et depuis régulièrement utilisée pour accabler d'autres Etats : Royaume-Uni dans les années 1960, Allemagne dans les années 1990... « *A force d'être utilisés dans n'importe quel contexte, ces mots finissent par être galvaudés* », remarque Jean-Marc Daniel, économiste et professeur à l'ESCP Europe.

Lire l'entretien avec Daniel Cohen, économiste et professeur à l'Ecole normale supérieure : « [Le vrai problème, c'est l'excès de rigueur en Europe](#) »

La question n'en est pourtant pas moins légitime : notre pays est-il ou non la lanterne rouge du Vieux Continent ? La réponse est en vérité moins évidente qu'il n'y paraît car le sujet, passionnel, prête facilement aux idées reçues, raccourcis démagogues et exagérations. Dans un sens comme dans l'autre...

Notre économie décroche-t-elle vraiment ?

Oui. Mais à quel point, et est-ce très grave ? C'est là que les diagnostics des économistes divergent. Ces derniers se divisent en deux camps.

D'un côté, les optimistes modérés soulignent que la France ne va pas si mal – et va en tout cas bien mieux que la Grèce ou l'Italie, les véritables malades de l'Europe. « *On oublie parfois un peu trop vite nos atouts, et ils sont solides* », souligne Mathieu Plane, économiste à l'OFCE.

Lire aussi notre décryptage : [Pourquoi le déficit ne diminue pas](#)

En 2009, notre économie a ainsi enregistré une récession beaucoup moins profonde que le Royaume-Uni et l'Allemagne, grâce à ses amortisseurs sociaux. Nos ménages sont parmi les moins endettés d'Europe, notre natalité est l'une des plus dynamiques de la zone euro, la qualité de nos infrastructures fait des jaloux...

« *La France est hypocondriaque, elle croit souffrir d'une maladie qui n'existe pas et risque de s'infliger le mauvais traitement* », s'étonne ainsi le Prix Nobel 2008 d'économie Paul Krugman, dans le *New York Times* du 27 août, convaincu que nous broyons du noir pour rien. « *Disons plutôt que nous sommes un pays riche, mais qui s'est endormi sur ses lauriers* », nuance Alexandre Delaigue, professeur d'économie à Saint-Cyr.

Il n'y aurait donc pas de raison de paniquer. En revanche, la trajectoire que suit notre économie depuis quelques mois reste préoccupante. Et nous tomberons bel et bien malades si nous ne faisons rien.

Les pessimistes, bien plus nombreux, estiment quant à eux que ces atouts sont l'arbre qui cache la forêt, et tirent la sonnette d'alarme. « *Le socle de notre croissance est cassé depuis longtemps* », s'inquiète ainsi Gilbert Cette, économiste à l'université d'Aix-Marseille et coauteur de l'ouvrage *Changer de modèle* (Odile Jacob, 180 pages, 22,90 euros), sur le sujet.

De fait, nos parts de marché à l'international s'effondrent depuis quinze ans, notre balance commerciale encore excédentaire en 1995 est déficitaire, nous n'enregistrons plus assez de gains de productivité, notre PIB par habitant, comparable à celui de la Suède en 1980, est aujourd'hui inférieur de 10 points... Et notre industrie fond comme neige au soleil.

Lire : [L'industrie française à son plus bas niveau depuis 15 mois](#)

La capacité de production de l'industrie manufacturière est ainsi aujourd'hui de 10 % plus basse qu'en 2002 et de 9 % plus basse qu'en 2007. Motif ? « *Les marges bénéficiaires de l'industrie ont beaucoup trop baissé et les salaires réels augmentent plus vite que la productivité : tout décourage les entreprises d'investir et de moderniser leurs équipements* », résume Patrick Artus, chef économiste chez Natixis.

En d'autres termes, la France n'investit et n'innove plus assez pour assurer son avenir. Elle perd en compétitivité. Et sa croissance potentielle, aujourd'hui de moins de 1 %, selon les calculs d'Oxford Economics et de Natixis, sera, si rien ne change, insuffisante pour

permettre de réduire le chômage et stopper l'augmentation de la dette publique.

Comment en sommes-nous arrivés là ?

Il n'y a pas une seule explication, mais des dizaines, aussi bien sociétales qu'économiques. Si la France s'est endormie sur ses lauriers, c'est peut-être d'abord à cause de ses rigidités. A l'exemple de celles du marché de l'emploi. Notre épais droit du travail, le smic et le CDI sont, il est vrai, très protecteurs.

Mais ils ont aussi des effets pervers qui rendent notre marché du travail peu efficace. Ainsi, la France est le pays où le nombre de moins de 25 ans et de plus de 55 ans occupant un emploi est l'un des plus faible de l'OCDE. Et le smic, s'il soutient le pouvoir d'achat, freine aussi les embauches dans les TPE et PME.

Voir aussi le décryptage en vidéo avec Patrick Roger, journaliste au service politique du « Monde » : « [Les politiques d'austérité ont pesé négativement sur les économies européennes](#) »

Ces rigidités se mesurent aussi du côté de notre difficulté à nous réformer. « *A chaque fois que nous lançons une grande réforme, comme celle de retraites, nous nous arrêtons à mi-chemin ou nous contentons de mesures incomplètes* », regrette Philippe Aghion, économiste à Harvard.

Pourquoi ? Certains sociologues pointent du doigt les corporatismes de la société française, et la tendance du pouvoir politique à céder un peu trop facilement aux levers de bouclier à chaque nouvelle tentative de réformes.

D'autres désignent l'inflation des normes, la défiance des citoyens envers les institutions ou encore, la peur du changement. « *Je crois surtout que la France est habitée par une série de mythes et idées fausses qui l'empêchent d'y voir clair et d'avancer* », juge pour sa part Augustin Landier, de l'Ecole d'économie de Toulouse. Avant de citer : le mythe de la réindustrialisation, de l'Etat tout-puissant et réformateur ou encore, la crainte que le développement des services soit forcément synonyme de contrats précaires.



AFP/PHILIPPE HUGUEN

Comment relancer la croissance ?

Qu'ils soient du camp des Cassandre ou des optimistes modérés, les économistes sont d'accord sur un point : la France doit en faire davantage pour augmenter sa croissance potentielle – c'est-à-dire celle qui créera les emplois de demain. Les nombreux ouvrages et rapports sur le sujet détaillent des dizaines de politiques structurelles et mesures diverses et variées pour y parvenir. Il s'en dégage trois idées fortes. La première est qu'il faut d'abord agir sur tous les leviers susceptibles de stimuler l'innovation. Ce qui implique entre autres de construire des ponts entre les recherches publique et privée, aujourd'hui trop cloisonnées.

Mais aussi de revoir notre système de formation afin de s'assurer qu'il délivre des diplômes correspondant à ce que recherchent les entreprises, en laissant le moins possible de demandeurs d'emploi sur le côté.

Deuxième piste : lever les rigidités structurelles pesant sur notre économie. Et cela n'est pas forcément synonyme de moins-disant social. Un exemple ? Les seuils sociaux déclenchant de nouvelles obligations pour les entreprises, comme celle de mettre en place un comité d'entreprise au-delà de cinquante salariés.

En théorie, c'est une bonne chose. Mais dans les faits, beaucoup d'entrepreneurs s'arrangent pour rester juste sous les seuils, ou créent d'autres structures pour les contourner. Atténuer ces effets de paliers libérerait de l'énergie et créerait des emplois.

« *Il faudrait aussi assouplir le droit du travail et faire un peu le ménage dans les professions protégées* », suggère M. Aghion, à l'exemple des taxis, pharmaciens, plombiers, notaires...

Lire : [La suppression des seuils sociaux créerait-elle des emplois ?](#)

De fait, selon l'économiste Mouhamadou Sy, auteur d'une étude sur le sujet pour France Stratégie, les prix dans les secteurs protégés non exposés à la concurrence internationale ont augmenté de 25 % entre 2000 et 2010, alors qu'ils ont baissé de 10 % dans les secteurs soumis à la concurrence. « *Baisser les barrières dans les secteurs protégés augmenterait la compétitivité de notre économie tout en profitant au pouvoir d'achat* », dit M. Cette. Troisième piste, enfin : la réforme de l'Etat. Les économies à coups de rabot et à tous les échelons, comme nous le faisons depuis des années, rapportent peu et dégradent la qualité des services publics. Tout remettre à plat, en clarifiant les responsabilités dévolues aux collectivités locales et en supprimant les doublons dans le mille-feuille territorial, serait bien plus efficace.

Faut-il imiter le modèle allemand ?

C'est l'exemple qui revient sur toutes les lèvres lorsque l'on évoque les problèmes français : mal au point dans les années 1990, l'Allemagne a réussi à redresser sa compétitivité en pratiquant la modération salariale et en assouplissant son droit du travail.

Pourquoi ne pas l'imiter ? « *Cela n'a pas de sens, car nos économies sont structurellement très différentes : grandes entreprises et Etat centralisé chez nous, tissu de puissantes PME et fédéralisme outre-Rhin* », explique Daniel Cohen, professeur d'économie à l'Ecole normale supérieure (et membre du conseil de surveillance du *Monde*).

Sans oublier que, à l'époque, le grand défi de l'Allemagne était de réussir la réunification de l'Est et l'Ouest tout en luttant contre la concurrence des bas salaires en Europe de l'Est. Une situation qui n'a pas grand-chose à voir avec la nôtre aujourd'hui.

Selon les économistes, mieux vaut peut-être regarder du côté du Canada et surtout de la Suède. Ces deux pays ont eux aussi réussi, dans les années 1990, à réduire leurs dépenses et prélèvements publics tout en augmentant leur croissance potentielle sans trop éroder leur modèle social.

La France pourrait ainsi s'inspirer du système de retraite suédois à « comptes notionnels », beaucoup plus lisible et surtout, soutenable financièrement car il s'autocorrige en fonction du vieillissement de la population et de la conjoncture.

Mais la grande leçon de ces pays est moins dans les recettes que dans la méthode. Ainsi, en Suède les deux grands partis de pouvoir se sont mis d'accord sur les réformes à mener, notamment en matière budgétaire, avant de les mettre en oeuvre.

Au Canada, le gouvernement, qui a mené des coupes parfois brutales, a quant à lui veillé... à ne pas mécontenter les syndicats plus que le patronat – et vice versa –, afin de ne pas donner le sentiment qu'il

favorisait l'un des camps. Dans les deux cas, cela a facilité l'acceptation des réformes par la population et leur efficacité.



Vue du terminal des containers du port de Hambourg, en 2012.

REUTERS/FABIAN BIMMER

L'Union européenne peut-elle en faire plus ?

Sans aucun doute. Car si la croissance française est si anémique, c'est aussi parce que presque tous les Etats de la zone euro mènent, en même temps, des ajustements budgétaires pour redresser leurs déficits publics. S'ajoutent à cela les effets récessifs à court terme des réformes structurelles menées dans le sud de l'Europe.

« *Résultat : la consommation des ménages est à plat dans toute la zone euro, ce qui accentue les pressions déflationnistes et le risque de stagnation* », résume Olivier Bouba-Olga, économiste à l'université de Poitiers. En rappelant que quand l'Allemagne s'est réformée au début des années 2000, ses exportations ont été tirées par la consommation du reste de l'Europe, ce qui adoucit les efforts à mener.

Lire aussi : [La croissance européenne est en panne sèche](#)

En d'autres termes : le Portugal, l'Italie et la France réformeront d'autant plus facilement leurs économies si dans le même temps, les pays qui vont bien – principalement l'Allemagne – soutiennent la demande européenne en consommant. Nos voisins d'outre-Rhin ont prévu d'augmenter progressivement le salaire minimum, ce qui va dans le bon sens.

Mais comme cela ne suffira probablement pas, nombre d'économistes estiment que l'Union européenne devrait aussi lancer de grands investissements. Par exemple, dans les infrastructures ou l'énergie. De quoi stimuler l'activité dans des secteurs riches en création d'emplois, tout en augmentant la croissance future du Vieux Continent.

Marie Charrel